

Informations Rapides

24 juin 2016 - n° 166

Principaux indicateurs



Comptes nationaux trimestriels - Résultats détaillés du 1^{er} trimestre 2016

Début 2016, le pouvoir d'achat des ménages et le taux de marge des entreprises augmentent de nouveau

Au premier trimestre 2016, le produit intérieur brut (PIB) en volume* accélère : +0,6 %, après +0,4 % fin 2015. La précédente estimation, diffusée le 30 mai 2016, est ainsi confirmée.

Les dépenses de consommation des ménages se redressent nettement début 2016 (+1,1 % après +0,1 %), et la formation brute de capital fixe (FBCF) totale accélère (+1,4 % après +1,0 %). Au total, la demande intérieure finale (hors stocks) contribue à la croissance du PIB pour +1,0 point au premier trimestre 2016 (après +0,4 point fin 2015). Les exportations marquent le pas ce trimestre (0,0 % après +0,8 %) tandis que les importations ralentissent nettement (+0,8 % après +2,8 %). Ainsi, le solde extérieur pèse de nouveau sur la croissance du PIB (-0,2 point, après -0,6 point). Enfin, la contribution du comportement de stockage des entreprises redevient négative en début d'année : -0,2 point, après +0,6 point fin 2015.

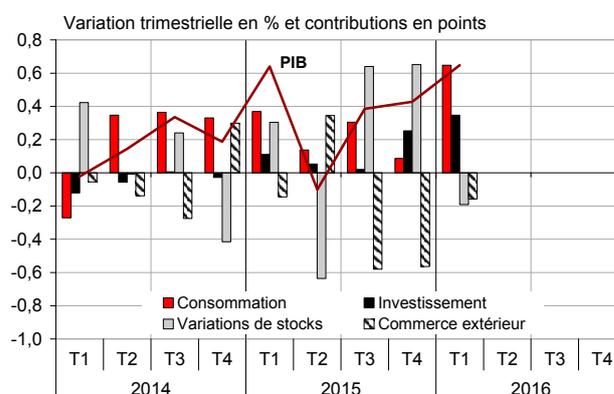
Le pouvoir d'achat des ménages accélère

En termes nominaux, le revenu disponible brut (RDB) des ménages accélère au premier trimestre (+0,6 % après +0,4 %). En effet, la masse salariale reçue par les ménages accélère légèrement (+0,8 % après +0,7 %) et les impôts sur le revenu et le patrimoine ralentissent nettement ce trimestre (+0,3 % après +2,5 %).

En revanche, les prestations sociales en espèces décélèrent (+0,4 % après +0,6 %) et les cotisations sociales versées accélèrent (+0,9 % après +0,6 %), en raison notamment de la hausse des taux de cotisation pour la retraite au 1^{er} janvier.

* Les volumes sont mesurés aux prix de l'année précédente chaînés et corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO).

Le produit intérieur brut et ses composantes



Source : Insee

Le PIB et ses composantes en volumes chaînés

variations t/t-1, en %, données CVS-CJO

	2015 T2	2015 T3	2015 T4	2016 T1	2015	2016 (acquis)
PIB	-0,1	0,4	0,4	0,6	1,2	1,1
Importations	0,2	1,8	2,8	0,8	6,4	3,8
Dép. conso. ménages	0,1	0,5	0,1	1,1	1,5	1,5
Dép. conso. APU*	0,4	0,3	0,5	0,5	1,4	1,1
FBCF totale	0,2	0,1	1,0	1,4	0,9	2,3
dont ENF*	0,6	0,4	1,6	2,1	2,7	3,7
dont ménages	-0,2	-0,1	0,0	0,2	-0,8	0,1
dont APU*	-0,2	-0,7	0,7	0,9	-3,9	1,1
Exportations	1,6	-0,3	0,8	0,0	6,0	0,8
Contributions :						
Demande intérieure finale hors stocks	0,2	0,4	0,4	1,0	1,3	1,5
Variations de stocks	-0,7	0,7	0,6	-0,2	0,2	0,5
Commerce extérieur	0,4	-0,7	-0,6	-0,2	-0,3	-0,9

*APU : administrations publiques - ENF : entreprises non financières

Source : Insee

Comptes d'agents

en %, données CVS-CJO

	2015 T2	2015 T3	2015 T4	2016 T1	2015	2016 (acquis)
Taux de marge des SNF* (niveau)	31,1	31,3	31,6	32,1	31,4	
Pouvoir d'achat du RDB** des ménages	0,0	0,7	0,4	0,6	1,6	1,3

*SNF : sociétés non financières

**RDB : revenu disponible brut

Source : Insee

Production, consommation et FBCF : principales composantes

variations t/t-1, en %, données CVS-CJO

	2015 T2	2015 T3	2015 T4	2016 T1	2015	2016 (acquis)
Production branche	-0,1	0,4	0,6	0,7	1,3	1,3
Biens	-0,8	0,5	0,5	0,3	1,2	0,7
<i>Ind. manufacturière</i>	-0,6	0,5	0,7	0,2	1,5	0,8
Construction	-0,5	-0,5	0,4	0,5	-2,2	0,5
Services marchands	0,1	0,5	0,7	1,0	1,8	1,8
Services non marchands	0,3	0,3	0,4	0,5	1,0	1,0
Consommation des ménages	0,1	0,5	0,1	1,1	1,5	1,5
Alimentaire	1,1	-0,2	0,3	0,4	1,2	0,8
Énergie	-2,9	2,5	-2,5	1,7	1,5	0,3
Biens fabriqués	0,2	0,7	0,1	2,2	2,6	2,7
Services	0,1	0,4	0,3	0,7	1,0	1,2
FBCF	0,2	0,1	1,0	1,4	0,9	2,3
Produits manufacturés	1,0	0,2	3,2	4,1	2,1	6,9
Construction	-0,5	-0,5	0,3	0,5	-2,2	0,3
Services marchands	0,8	0,8	0,7	1,0	4,4	2,1

Source : Insee

RDB et ratios des comptes des ménages

variations t/t-1, en %, données CVS-CJO

	2015 T2	2015 T3	2015 T4	2016 T1	2015	2016 (acquis)
RDB	0,2	0,6	0,4	0,6	1,4	1,3
RDB (pouvoir d'achat)	0,0	0,7	0,4	0,6	1,6	1,3
RDB par uc* (pouvoir d'achat)	-0,1	0,6	0,3	0,5	1,2	1,0
RDB ajusté (pouvoir d'achat)	0,1	0,7	0,4	0,6	1,6	1,3
Taux d'épargne (niveau)	14,3	14,5	14,8	14,4	14,5	
Taux d'épargne financière (niveau)	5,3	5,6	5,8	5,6	5,5	

* uc : unité de consommation

Source : Insee

Ratios des comptes des SNF

niveaux en %, données CVS-CJO

	2015 T2	2015 T3	2015 T4	2016 T1	2015
Taux de marge	31,1	31,3	31,6	32,1	31,4
Taux d'investissement	22,9	22,8	23,0	23,2	22,9
Taux d'épargne	19,4	19,9	20,1	21,2	19,7
Taux d'autofinancement	84,5	87,2	87,3	91,5	86,3

Source : Insee

Dépenses, recettes et besoin de financement des administrations publiques

niveaux, données CVS-CJO

	2015 T2	2015 T3	2015 T4	2016 T1	2015
<i>En milliards d'euros</i>					
Dépenses totales	312,1	311,4	310,4	313,6	1243,3
Recettes totales	290,3	291,3	295,2	294,6	1165,9
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-21,8	-20,1	-15,1	-19,0	-77,3
<i>En % de PIB</i>					
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-4,0	-3,7	-2,8	-3,4	-3,5

Source : Insee

Les prix de la consommation des ménages sont stables, comme au trimestre précédent. Au total, le pouvoir d'achat des ménages accélère donc (+0,6 % après +0,4 % fin 2015). Mesuré par unité de consommation pour le ramener à un niveau individuel, il accélère également (+0,5 % après +0,3 %).

Au premier trimestre 2016, la consommation des ménages progresse plus rapidement que leur pouvoir d'achat, de sorte que leur taux d'épargne baisse. Après une hausse de 0,3 point au trimestre précédent, à 14,8 %, il retrouve son niveau moyen des trois premiers trimestres de 2015, à 14,4 %.

Le taux de marge des SNF au plus haut depuis la crise de 2008

Au premier trimestre 2016, le taux de marge des sociétés non financières (SNF) augmente de nouveau, de 31,6 % à 32,1 % ; il atteint son plus haut niveau depuis le quatrième trimestre 2008. La baisse des prix de l'énergie soutient de nouveau le taux de marge ce trimestre, en améliorant les termes de l'échange. En revanche les gains de productivité et la hausse des salaires réels se compensent quasiment.

Au premier trimestre, le déficit public augmente à nouveau

Au premier trimestre 2016, le besoin de financement des administrations publiques (APU) augmente à nouveau, atteignant 3,4 % du PIB après 2,8 % au quatrième trimestre 2015.

Les dépenses rebondissent au premier trimestre (+1,0 % après -0,3 %), principalement par contrecoup de la baisse de la contribution française au budget de l'Union européenne le trimestre précédent. En revanche, les dépenses de fonctionnement ralentissent (+0,2 % après +0,4 %) et la charge des intérêts sur la dette continue de baisser (-1,4 % après -2,5 %), car le ralentissement passé des prix réduit les intérêts sur les obligations de l'État indexées sur l'inflation.

Les recettes se contractent au premier trimestre (-0,2 % après +1,4 %) du fait du repli de l'impôt sur les sociétés. L'accélération des impôts sur la production (TVA et TICPE, notamment) et celle des recettes de cotisations sociales ne les compensent qu'en partie.

Pour en savoir plus :

L'acquis de croissance d'un agrégat pour l'année en cours est le taux de croissance annuel qui serait observé si la variable restait, jusqu'à la fin de l'année considérée, stable à son dernier niveau trimestriel observé.

- Des données complémentaires (séries longues depuis 1949, méthodologie, pages internet associées, etc.) sont disponibles sur la page web de cet indicateur : [page des comptes trimestriels sur www.insee.fr](http://page.des.comptes.trimestriels.sur.www.insee.fr)
- Les séries longues sont également disponibles dans la BDM : [G1540](#), [G1548](#)
- Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr
-  Suivez-nous aussi sur [Twitter @InseeFr](#)

Prochaine publication : le 29 juillet 2016 à 7h30